

Évreux, le 22 février 2016,

Déclaration liminaire **Comité Technique local du 23 février 2016**

Monsieur le Président,

Ce CTL se tient après la journée de grève le 26 janvier. Dans un contexte à l'évidence très difficile et défavorable à toute mobilisation, cette dernière a une fois de plus été très significative. Cette grève a ainsi démontré que la DGFIP apparaît comme le secteur le plus mobilisé de la fonction publique. Soyons lucides : un agent sur quatre systématiquement en grève dans le contexte actuel, voire plus d'un sur trois dans notre département, c'est important, et ce d'autant plus que les motivations profondes de cette action sont très largement partagées par les agents de toute catégorie.

Les raisons du mécontentement, et les revendications portées lors de cette journée de grève, sont connues. Du reste, le syndicat Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse de vous alerter, ainsi que la Direction Générale, et les pouvoirs publics de la dégradation de la situation de la DGFIP et du rôle qu'elle exerce.

Les faits parlent d'eux-mêmes :

- 34 000 emplois supprimés entre 2002 et 2016 soit près du quart des effectifs. La DGFIP représente 6 % des effectifs de la fonction publique d'état, mais elle supportera 54 % des suppressions de postes de fonctionnaires en 2016 !
- Les restructurations continuent, le plus souvent dans la précipitation et sans réelle concertation.
- La baisse de qualité du service public subie par les usagers s'amplifie et les contribuables sont touchés par la suppression de nombreux sites sur le territoire. Ainsi, les files d'attente s'allongent à l'accueil tandis que le service public s'éloigne et devient donc moins accessible. Toutes les missions de la DGFIP sont affectées, qu'il s'agisse de l'accueil des usagers, de la lutte contre la fraude fiscale ou de la tenue des comptes des collectivités locales par exemple.
- Les conditions de travail des agents ne cessent de se dégrader. Le malaise des personnels atteint un niveau record, en attestent les sollicitations des médecins de prévention, les demandes d'espace de dialogue...
- Les agents connaissent depuis plusieurs années une nette dégradation de leur pouvoir d'achat.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est urgent de stopper rapidement toutes ces destructions, car il est vital pour notre société que la DGFIP dispose de moyens accrus pour pouvoir assurer pleinement l'ensemble de ses missions

Pourtant, dans une société de plus en plus dure, de plus en plus inégalitaire et soumise à de multiples contraintes, l'argument du rétablissement des comptes publics ne tient pas ou plutôt, il doit être différemment appréhendé :

Une DGFIP renforcée serait synonyme de renforcement de l'action publique, avec tout ce que cela comporte en termes de cohésion sociale, de renforcement du consentement à l'impôt mais aussi d'efficacité budgétaire. Ce sont d'ailleurs les termes du secrétaire d'État au budget dans ses vœux à la DGFIP, qui est au «cœur du réacteur de l'État».

Mais il est vrai que les déclarations sans fait ni preuve n'engagent que ceux qui les croient...Car si les déclarations se veulent rassurantes, en réalité, c'est l'exact contraire qui est voulu et mis en œuvre. Solidaires Finances Publiques tient pour responsables les pouvoirs publics de cette dernière décennie de la dégradation de notre service public et de la situation sociale de la DGFIP.

Au fond, les faits parlent d'eux-mêmes : ils ont agi contre la qualité de l'accueil, du contrôle fiscal, du conseil aux collectivités locales et, au fond, contre les agents et les missions de la DGFIP. Comment l'expliquer autrement, lorsque la preuve est apportée année après année ; de la hausse de la charge de travail, et du caractère vital des missions de la DGFIP au sein de notre société ?

Malheureusement, les dernières déclarations du Directeur général ne sont pas rassurantes. Il en est de même de sa position sur les postes vacants ou sur le statut de la DGFIP...

Pour en venir à ce comité technique, nous déplorons que le GT du 2 février sur les horaires d'ouverture ait accouché d'une souris... Tout ça pour ça pourrait-on dire... Aucune de nos remarques n'a été retenue, même à la marge, par la direction. Nous ne pouvons accepter de participer à des GT où les décisions sont déjà prises, fermes et définitives.

Aussi, dans ces conditions, vous l'aurez compris nous ne renouvellerons pas notre participation à d'éventuels futurs GT.

Concernant les autres points à l'ordre du jour nous ferons nos remarques dans le cadre des débats même si nos espoirs de voir évoluer votre position sont minces, voire inexistantes...

Les élus Solidaires Finances Publiques en CTL.